



Des travaux d'installation de compteurs Linky sont en cours, rue Jules-Ferry.  
Photo Christine DUMAS

## Une action Nord Franche-Comté avec Stop compteurs

« Stop compteurs communicants Nord Franche-Comté », qui réunissait une vingtaine de militants lors de sa création, ne s'occupe pas que de Linky. Même si le principal de l'action le concerne : deux réunions publiques d'information ont eu lieu à Eloie, à Valentigney, à Belfort Nord. Des élus ont été rencontrés pour leur demander de voter une motion contre Linky à Eloie, Valentigney, Audincourt, Belfort, Courmont et Andornay. Et l'association, qui met à disposition des documents de synthèse, des modèles types et répond au cas par cas, sera présente lors des deux prochaines réunions organisées à Belfort et Auxelles-Haut, les 4 et 6 avril.

En cas de harcèlement, les habitants sont invités à porter plainte au commissariat de police, après avoir noté un journal précis des appels (jour, heure, numéro). Comme à Valentigney, où plusieurs habitants ont témoigné au maire de « menaces, intimidations, harcèlement dans le but de les forcer à accepter Linky ».

### Compteur d'eau intelligent posé sans accord préalable

Dans le quartier de Belfort Nord, Claude Noury représente le collectif des habitants des rues Dardel, Allende au sein de l'amicale CNL. « J'ai été sollicité

par des locataires, dont trois portant des stimulateurs cardiaques, inquiets. » À titre personnel, il a demandé au conseil municipal de Belfort d'adopter une motion, demande restée sans suite.

Parmi les adhérents, Odile, qui s'est retrouvée malgré elle avec un compteur d'eau communicant. « Suite à une grosse fuite d'eau à cause d'une rupture de canalisation avant le compteur, donc imputable au service des eaux », décrit-elle dans son courriel. Les pompiers ont prévenu le service des eaux, venu réparer. « Mon fils était seul à la maison », raconte Odile « et pendant qu'il était parti préparer un café, l'employé des eaux en a profité pour enlever l'ancien compteur et le remplacer par un compteur intelligent. Sans demander notre avis et surtout sans le dire. » Cette famille a découvert le nouveau compteur lorsque son propre plombier, venu le soir voir les dégâts, a notifié ce changement. Reste à demander que l'ancien compteur retrouve sa place.

Près de Luxeuil, le conseil municipal de Velorcey vient de voter le refus du changement des anciens compteurs, prenant modèle sur l'action de l'association Artemisia. À Belfort et Plancher-Bas, François Vetter recommande de s'en inspirer. Le collectif dont il s'occupe est, selon les communes, appuyé par des actions locales.

## « Un véritable harcèlement »

Jusqu'à cinq appels par jour, arrivant de numéros différents. « C'était un véritable harcèlement pour me forcer la main. »

Josiane, propriétaire rue d'Hanoï, et Sophie, propriétaire rue d'Evette, ont toutes les deux subi les assauts de l'entreprise chargée de fixer les rendez-vous permettant l'installation du compteur Linky.

La société se présente comme « partenaire d'Enedis ». Son but : arriver jusqu'au compteur pour procéder au remplacement du compteur classique (bleu) par le Linky (vert), véritable mini-ordinateur contrôlable à distance.



Josiane et Sophie sont opposées à l'installation d'un compteur Linky. Photo ER

### Surfacturation

« Jamais de telles méthodes n'ont été utilisées et elles ne sont pas acceptables en démocratie », commente Sophie. Professeur, cette Belfortaine s'est renseignée sur Linky et, face aux arguments techniques et sanitaires, a décidé de conserver son ancien compteur, comme l'autorise d'ailleurs... le président Macron.

Les ennuis ont commencé. « J'étais appelée plusieurs fois par jour sur mon portable personnel, ce qui exerce une véritable pression susceptible de forcer la main d'une personne vulnérable. » Cette méthode de « marketing par la force » destinée à obtenir son consentement a achevé de faire son opinion sur Linky. « On m'a menti en me disant que je n'avais pas le choix, et on m'a menacée d'ennuis » ajoute-t-elle. « Si le produit était anodin, pourquoi de telles méthodes seraient-elles employées ? » interroge Marie, locataire.

À une rue de là, Josiane a fini par rejeter les appels sur son fixe en raccrochant systématiquement. Très irritée, cette retraitée se dit harcelée elle aussi. « Ils m'ont bien appelée pendant trois mois. »

Face au refus de prendre rendez-vous, l'argument massif déployé est celui d'une future sur-

facturation. Une amende en somme. « Ne vous laissez pas intimider », recommande François Vetter, venu animer une réunion d'information en janvier 2018 dans le quartier de Belfort Nord. « Ces installateurs n'ont pas le droit d'entrer chez vous sans votre consentement, ni de briser vos protections, et aucune pénalité n'a été votée. Il est urgent d'attendre si on tente de vous forcer la main. »

### Certificat médical

Il rappelle que les personnes sensibles, âgées ou cardiaques, doivent aller voir leur médecin qui leur délivrera un certificat médical. « On connaît les effets des ondes artificielles : depuis 2011, les radiofréquences sont officiellement classées potentiellement cancérigènes par le Centre international de recherche contre le cancer (CIRC, OMS). Les micro-ondes des objets connectés sont classées depuis 2013. »

Ce n'est pas seulement Linky qui est en cause, mais tout un système de nouveaux compteurs communicants, dit intelligents, utilisant de nouvelles impulsions électriques et radiofréquences, arrosant les lieux de vie.

Christine RONDOT

> Les prénoms ont été changés.

### POUR EN SAVOIR PLUS

#### Deux réunions

Deux conférences suivies de débat pour s'informer, mesurer les enjeux, et prendre une décision argumentée : « Ondes électromagnétiques et compteurs communicants » le 4 avril à 19 h 30 à Belfort (Maison du peuple, salle 327) puis « Linky, réunion d'information », le 6 avril à 20 h à Auxelles-Haut (salle des associations).

France Nature Environnement, Associations familiales laïques et Priartem feront le point de leurs connaissances sur ces sujets « qui nous concernent tous ». Ils évoqueront le fonctionnement des outils utilisés et les conséquences sur la santé.

> Pour Belfort, contact : FNE 90, Tél. 09 51 19 58 80.